

Brochure n° 3286

Convention collective nationale

**IDCC : 1982. – NÉGOCE ET PRESTATIONS DE SERVICES
DANS LES DOMAINES MÉDICO-TECHNIQUES**

■ *Journal officiel* du 19 février 2010

**Arrêté du 12 janvier 2010 portant extension d'un accord conclu
dans le cadre de la convention collective nationale du négoce et
prestations de services dans les domaines médico-techniques
(n° 1982)**

NOR : MTST1004305A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 3 mars 1998 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du
10 juillet 2009, portant extension de la convention collective nationale du
négoce et prestations de services dans les domaines médico-techniques du
9 avril 1997, et de textes la modifiant ou la complétant ;

Vu l'accord du 4 juin 2009 instituant un régime de prévoyance conclu
dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 5 septembre 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective
(sous-commission des conventions et accords), rendu lors de la séance du
15 décembre 2009,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés
compris dans le champ d'application de la convention collective nationale du
négoce et prestations de services dans les domaines médico-techniques du

9 avril 1997, tel que modifié par accord du 18 octobre 2005, les dispositions de l'accord du 4 juin 2009 instituant un régime de prévoyance conclu dans le cadre de la convention collective susvisée.

L'article 11.2 est étendu sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 janvier 2010.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur général du travail,

J.-D. COMBREXELLE

Nota. – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/34, disponible au centre de documentation de la direction de l'information légale et administrative, 29-31, quai Voltaire, 75007 Paris.